

LA RÈGLE DU JEU

33^e ANNÉE . SEPTEMBRE 2023 . N°80
DIRECTEUR : BERNARD-HENRI LÉVY

ÉDITORIAL 9

MASSIMO GIANNINI 21

Un premier bilan pour Giorgia Meloni, la Sœur d'Italie

MAURIZIO MOLINARI 43

L'irrésistible ascension des populismes

NICOLA LAGIOIA 55

Entre Falcone et Borsellino, 57 jours qui changèrent une génération

Entretien avec **ROBERTO SAVIANO 63**

Se taire n'est pas une option

STEFANO PIEDIMONTE 101

La machine à broyer de la droite autoritaire italienne

TOMASO MONTANARI 115

Fascisme en Italie, encore

ANTONIO SCURATI 129

Fascisme et populisme

LILIANA SEGRE 161

La Constitution italienne, notre étoile polaire

GIOSUÈ CALACIURA 173

Courte croisière en mer Tyrrhénienne

Entretien avec **ROMANO PRODI 179**

L'Italie, l'Europe et la Méditerranée

NATHALIE TOCCI ET LEO GORETTI 199

Une Italie anti-européenne se fait elle-même du tort

EZIO MAURO 213

Turin, l'usine infinie

STEFANO MONTEFIORI 227

Le Parti démocrate et le Mouvement 5 étoiles: (im)possible alliance?

Entretien avec **ELLY SCHLEIN 235**

L'Europe et la gauche de demain

CHRISTIAN LONGCHAMP 259

La Fondation Giangiacomo Feltrinelli
ou le laboratoire de la pensée progressiste

DACIA MARAINI 273

L'époque de la peur et de la régression

LUCIA ANNUNZIATA 279

Une année sans Mario Draghi

Entretien avec **GIULIANO DA EMPOLI 295**

L'Italie et les ingénieurs du chaos

Meloni, l'Europe et la « trans- nationalisation » des droites

« **L**e temps des patriotes est venu, en Italie, en Finlande, en Suède, en Pologne et en République tchèque, nous avons montré que nous, les patriotes, pouvons gouverner et contribuer à l'accroissement de la prospérité des peuples. Votre victoire peut donner une impulsion à toute l'Europe. » Ce sont les mots prononcés par la présidente du Conseil Giorgia Meloni lors d'un rassemblement de Vox, en Espagne. Le dimanche 23 juillet en fin de soirée, les résultats sont tombés : Vox a essuyé une défaite inattendue au point de rendre impossible l'arrivée d'une alliance droite/extrême droite au pouvoir. Est-ce un affaissement provisoire ou profond du parti espagnol ? L'avenir nous le dira. Une chose est certaine, à la fin de l'été, nous entrerons dans une phase cruciale pour l'avenir de l'Europe avec, au loin, les élections au Parlement européen de juin 2024.

La droite radicale est en progression en Europe depuis de longues années. Les partis d'extrême droite ont l'occasion d'accroître leur visibilité et leur exposition médiatiques à l'occasion des prochaines échéances européennes en tenant un discours politique nationaliste sur de nombreux sujets délicats, comme l'immigration et les politiques sociales en temps de crise, mais aussi, comme en témoignent les récentes déclarations de Giorgia Meloni où elle incite l'aile droite de toute l'Europe à « contrer ce fanatisme ultra-écologique », influençant également les positions des partis dominants de droite modérée et progressiste. Malgré le fait que ces organisations et partis viennent de commencer à coopérer — et sont encore parfois en concurrence les uns avec les autres —, l'arène et les institutions européennes peuvent être utilisées par des groupes radicaux de droite pour nouer des contacts avec d'autres groupes extrémistes, diffuser leur idéologie et encourager la mobilisation en développant de nouveaux clivages sur lesquels ils espèrent prospérer comme les récentes campagnes anti-genre.

Dans ce contexte, quels sont les liens entre Fratelli d'Italia et les autres mouvements d'extrême droite européens ? Quelle opportunité la présence de Giorgia Meloni à la tête de la présidence du Conseil représente-t-elle pour eux ? Et quelles sont les raisons communes qui font le succès du populisme de droite, en Italie comme ailleurs en Europe ?

Giorgia Meloni, la leader de Fratelli d'Italia, appartient, au niveau européen, à la famille des Conservateurs et réformistes, un groupe de droite qui comprend les Polonais de PiS (Droit et justice) et les Espagnols de Vox avec lesquels elle entretient des contacts étroits. Sans renoncer pour autant à sa relation harmonieuse avec Orban. Souvenons-nous du grand rassemblement de la droite souverainiste internationale à Rome : Giorgia Meloni, Viktor Orban, Matteo Salvini et bien d'autres — dont la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal — tous réunis en Italie en 2020 lors du Congrès des conservateurs. Ou la rencontre entre la Première ministre italienne Giorgia Meloni et le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki. Les signes de la « grande alliance » des droites en Europe, qui n'est plus précisément « contre l'Europe », se multiplient. Le rêve de Giorgia Meloni et de cette droite européenne est de réunir souverainistes, extrême droite et populistes lors des prochaines élections européennes de 2024. Un projet très ambitieux et compliqué, si l'on considère les nombreuses tentatives avortées des décennies écoulées, mais une entreprise toujours plus plausible compte tenu de la volonté de nombreux partis de droite.

Les succès très récents et symboliquement importants de la droite radicale sur le continent ont nourri les envies : le 25 juin 2023, Robert Sesselmann d'Alternative für Deutschland (AfD), est devenu le premier homme politique d'extrême

droite à obtenir, en Thuringe, un mandat électif en Allemagne depuis 1945 (une AfD qui apparaît dans les sondages comme la deuxième force politique de tout le pays, à 19 %, derrière les seuls chrétiens-démocrates de la CDU). Si Donald Trump et Jair Bolsonaro ont été évincés du pouvoir, dans un climat de tension qui s'est traduit par deux insurrections, en Europe, le FPÖ est en Autriche le premier parti avec 28 %, les démocrates suédois, qui étaient à plus de 20,5 % en septembre dernier, apportent un soutien extérieur au gouvernement de centre-droit. Les Vrais Finlandais sont dans une alliance gouvernementale avec les conservateurs. Enfin, en Grèce, trois partis d'extrême droite sont entrés au Parlement après les élections du 25 juin. En Espagne, nous verrons comment Vox se remettra de sa récente défaite ; nous n'oublions pas que ce parti était en progression constante au cours des dernières années.

Mais quelles relations entretiennent les droites populistes avec l'Europe ? Si récemment encore parler d'une « transnationalisation » de l'extrême droite en Europe apparaissait comme une contradiction, aujourd'hui le phénomène apparaît de plus en plus présent. Jusqu'à il y a quelques années, lorsqu'elles s'intéressaient aux raisons du succès de la droite populiste en Europe, les recherches universitaires mentionnaient les crises économiques et sociales, ainsi que l'instabilité politique, la présence

d'alliés (c'est-à-dire les partis conservateurs) au pouvoir, l'héritage d'un régime autoritaire, les mouvements de subcultures underground et le hooliganisme, ainsi que la diffusion de théories xénophobes au sein de la société. À cela s'ajoutant la désaffection vis-à-vis de la politique, la méfiance à l'égard des institutions démocratiques et des sentiments contestataires et notamment « anti-establishment » sous la forme d'une opposition à l'Union européenne. L'extrême droite était ainsi violemment antibruxelloise. Maintenant, cependant, quelque chose a changé.

Une étude d'il y a environ dix ans portant sur ce que la droite radicale européenne disait et pensait au sujet de l'Europe (l'Union européenne, le processus d'intégration européenne) soulignait que les questions européennes représentaient un sujet important et souvent évoqué dans le discours politique de la droite radicale. Selon elle, l'intégration européenne conduit non seulement à la « perte des identités des peuples », mais elle apporte aussi « des limites à la souveraineté des États nationaux ». L'Europe était alors considérée comme un « super État totalitaire », une sorte de « dictature », un « corps intrusif », une « puissance distante et oppressante » (par opposition aux « peuples européens »), un « État centralisateur », une UE « orientée », qui influence les choix politiques et économiques des nations, servant les intérêts de la finance internationale, au lieu des intérêts réels des nations.

Néanmoins, malgré son opposition à l'Union européenne, l'extrême droite n'a jamais rejeté l'idée d'« Europe ». Bien au contraire, à l'unanimité, elle appelle à la reconstruction d'une « nouvelle Europe », « fondée sur sa glorieuse histoire traditionnelle » (c'est-à-dire celle de l'Empire romain), et d'une Europe « grande et forte, indépendante des États-Unis », avec une armée européenne qui pourrait elle-même devenir une force de défense contre la mondialisation et l'ennemi américain. En d'autres termes, une « Europe des peuples européens », une « Europe des États souverains », une Europe « nouvelle et différente de l'UE », est envisagée. L'appel général à l'action que l'on retrouve dans de nombreux documents consiste à « sauver, par tous les moyens, l'histoire, la culture et la tradition millénaires de l'Europe contre les ingérences étrangères ».

À la suite des élections présidentielles américaines de 2020 et de la défaite de Trump, la droite européenne a progressivement repensé ses positions et la montée en puissance de Fratelli d'Italia a coïncidé avec la volonté de dépasser la posture traditionnelle souverainiste et populiste pour une orientation nationale-conservatrice, moins axée sur l'identité nationale et plus liée aux valeurs communes d'une matrice occidentale.

En fait, quelque chose a changé par rapport à l'euroscépticisme traditionnel et à l'aversion

pour une « transnationalisation » des droites d'il y a une décennie.

Les attitudes négatives contre l'UE, découlant d'une série de « menaces pour la communauté nationale », notamment l'immigration, le multiculturalisme et la perte de la souveraineté nationale et des valeurs traditionnelles (mythes fondamentaux et traditionnels de la droite radicale mais aussi en résonance avec des attitudes de plus en plus répandues dans les sociétés européennes), cèdent désormais la place (au niveau organisationnel) à de nouvelles et continues tentatives d'union de forces des droites radicales en Europe, et (au niveau de l'identité politique) à une position commune non plus eurosceptique de la plus grande part des partis de la droite radicale européenne, mais « pro-Europe », même si ces partis soutiennent l'idée d'une autre Europe.

Si pour de nombreux militants (de gauche) des mouvements sociaux, le soutien à « l'Europe » et l'opposition à un tournant « nationaliste » sont devenus une motivation essentielle de leur engagement, paradoxalement, pour leurs opposants à l'autre bout du spectre politique, les militants d'extrême droite, il est devenu également essentiel de se définir comme européens. Une attention accrue est désormais accordée aux notions d'identité paneuropéenne, de tradition et d'importance existentielle de la préservation du patrimoine culturel. On a observé que les positions des populistes de droite s'éloignaient des notions tradition-

nelles de nationalisme et de race, et adoptaient un langage plus large de « conflit de civilisations », se ralliant autour de la notion nébuleuse d'« Occident » pour créer un assemblage syncrétique de signifiants culturels. Cela s'est manifesté dans une nouvelle tendance parmi les réactionnaires populistes d'Europe occidentale. Giorgia Meloni est devenue la porte-drapeau de cette nouvelle idée d'Europe : elle et les autres leaders de l'extrême droite européenne se déclarent les « véritables défenseurs de l'identité occidentale » qui cherchent à « sauver l'Europe d'elle-même ».

Lors des précédentes élections européennes, l'Europe a été la cible de manifestes politiques et aussi l'arène de la « transnationalisation » de la droite. Depuis le milieu des années 1980, les élections au Parlement européen ont représenté une occasion pour les partis de droite radicale d'Europe occidentale de se coordonner, du moins lors de la campagne politique.

Les élections européennes de 2014 ont été marquées par une nette avancée de la droite radicale dans toute l'Europe. Le Front national français et le UK Independence Party (UKIP) britannique ont obtenu de très bons résultats, remportant respectivement vingt-quatre et vingt-deux sièges. Au Danemark, la droite radicale Dansk Folkeparti (DF ou Parti populaire danois) a triomphé avec 27 % des voix, doublant le nombre de ses membres au Parlement européen de deux à quatre. En Au-

triche, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ ou Parti de la liberté d'Autriche) a augmenté son nombre de voix de 7,2 % par rapport à l'élection précédente, et en Allemagne, même les néonazis du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD, Parti national démocrate d'Allemagne) ont obtenu un siège au Parlement européen. À cette occasion, la tentative de la droite radicale de former un groupe parlementaire au sein du Parlement européen a failli aboutir sous la forme de l'Alliance européenne pour la liberté (EAF), la coalition de la droite radicale dirigée par la Française Marine Le Pen.

Le succès de la droite populiste radicale aux élections européennes de 2014 et 2019 peut certainement être lié en partie à des facteurs politiques institutionnels comme le caractère secondaire de ces élections qui récompense les partis d'opposition, mais aussi à la capacité de ces partis à représenter des sentiments qui sont répandus dans la société, mais peu représentés par les gouvernements nationaux. Par exemple, il a été affirmé que la rhétorique eurosceptique des partis radicaux a également contribué à façonner un mécontentement généralisé dans l'opinion publique. À leur tour, certains analystes ont montré que (au-delà des menaces ethniques perçues et de la méfiance politique) l'euroscepticisme (et la construction de propagandes et d'idéologies qui le nourrissent) est un facteur qui contribue à expliquer le vote des citoyens pour la droite radicale.

Et que va-t-il se passer maintenant en 2024 ? Au-delà de la pertinence empirique, cette question a également une pertinence théorique importante pour les débats sur le populisme et la démocratie libérale. Une victoire de la droite radicale (unie) aux prochaines élections européennes pourrait signifier, par exemple, en termes de politiques socio-économiques, la fin de politiques de soutien en temps de crise et du PNRR. Les conséquences ne s'exprimeraient donc pas seulement en termes de politiques identitaires. L'apparition d'un « néo-illibéralisme », mêlant néolibéralisme économique et politique illibérale, serait à craindre.

Traduit de l'italien par Christian Longchamp.

L'héritage d'Aldo Moro et d'Enrico Berlinguer dans le discours et l'imaginaire public de l'Italie contemporaine

Il est important de s'interroger sur la conception et les manifestations de notre citoyenneté républicaine dans le cadre des transformations de la démocratie italienne après la Seconde Guerre mondiale. Au fil des décennies, l'éducation à la citoyenneté a changé. Avec l'accroissement progressif de l'abstentionnisme électoral, et la mise en cause de la légitimité de la politique et de la participation des citoyens à la démocratie représentative s'impose aujourd'hui de manière brûlante la nécessité d'une éducation à la citoyenneté renouvelée, dans son langage comme dans